



Appel pour la journée contre l'agrochimie et vers un autre modèle agroalimentaire

30 mai 2026

Comme chaque année depuis 2013 avec la première marche contre Monsanto, des dizaines d'organisations de la société civile et paysanne, et des milliers de citoyen·nes, feront entendre leur voix pour exiger la fin du système agro-industriel actuel dont nous sommes tous·tes victimes à différentes échelles et pour promouvoir un autre modèle agricole et alimentaire écologique et social: Nous réclamerons un changement radical pour une agriculture respectueuse des sols, des ressources en eau, de la biodiversité, de notre santé et des conditions de vie des paysan·nes.

Le système agricole industriel actuel est à bout de souffle, et depuis des années les conditions de vie des agriculteur·trices se dégradent et sont méprisées. La crise agricole de l'année 2024 s'est poursuivie en 2025 et 2006, mettant plus que jamais en lumière les nombreuses problématiques que rencontrent les agriculteur·trices pour vivre dignement, rendant encore plus difficile la transition vers des pratiques agricoles écologiques. La politique du gouvernement persiste à soutenir une PAC au rabais finançant en priorité l'agriculture industrielle, à appuyer la dérégulation des nouveaux OGM et le renouvellement du glyphosate, à signer de nouveaux accords de libre-échange, à conserver des relations de proximité très fortes avec la FNSEA-JA et les lobbies de l'agrobusiness, à soutenir la construction de méga-bassines...

Malgré les mobilisations et la signature de la pétition contre la loi Duplomb obtenue plus de 2 millions de signataires, le gouvernement a poursuivi son programme au service des tenants de l'agro-industrie qui demandent une réduction des normes environnementales (suspension du plan Ecophyto, réduction du nombre de haies et de jachères, facilitation des projets d'élevage industriel, accords, loi Duplomb ...), plutôt que de s'occuper sérieusement des revenus des agriculteur·trices (prix planchers, limites des marges des acteurs de l'agroalimentaire et de la grande distribution...) et de la préservation de la biodiversité.

Dans le même temps, les attaques se multiplient au niveau européen avec le paquet législatif (appelé "Omnibus"), soutenu par les lobbies de l'agriculture industrielle et avec l'assentiment du gouvernement français, qui ouvrirait la voie à une autorisation quasi illimitée de certains pesticides. De nombreuses données sanitaires montrent pourtant un lien alarmant avec la multiplication des pathologies, notamment l'épidémie de cancers et l'émergence de maladies neurodégénératives

fortement aggravées par la multi-exposition aux pesticides, dont les paysans et paysannes sont les premières victimes, et autres substances toxiques.

Par ailleurs, de nombreuses victimes des pesticides et autres produits de l'agrochimie poursuivent encore leur combat en justice pour exiger reconnaissance et réparations. C'est notamment le cas des victimes du glyphosate en France ou aux Etats-Unis (encore plus de 50 000 recours contre Bayer à juger), des victimes du chlordécone aux Antilles qui continuent la bataille judiciaire pour la reconnaissance des vrais responsables de ce scandale, ou encore de Tran to Nga au nom des victimes de l'agent orange fabriqué par des firmes agrochimiques pendant la guerre du Vietnam.

Mais la mobilisation citoyenne est aussi nécessaire pour lutter contre les inégalités Nord/Sud accentuées par ce système agroalimentaire, qui bénéficie à quelques-uns au détriment de la majorité des paysan·nes en France et dans le monde. Les exploitations en monoculture continuent de s'agrandir à défaut d'une multiplication de petites exploitations en polyculture, les engrais azotés et pesticides de synthèse sont encore massivement utilisés, de nouveaux accords de libre-échange sont signés pour favoriser l'agriculture d'exportation au lieu de privilégier la souveraineté alimentaire...

En France la résistance s'organise à l'image de l'appel de Lorient en octobre 2024 sur l'agriculture biologique, le commerce équitable et l'éducation populaire, l'appel de La Rochelle sur les pesticides ou l'appel de Poitiers sur les OGM. Donnons corps à ces mobilisations tant que nous le pouvons encore et mobilisons nous pour faire gagner un autre monde que celui qu'on nous impose.

Une belle séquence de mobilisation est proposée pour le printemps 2026: Semaine pour les alternatives aux pesticides (du 20 au 30 mars), Marche Printemps Bruyant à Paris (samedi 4 avril) et la Journée contre l'agrochimie et vers un autre modèle agroalimentaire (samedi 30 mai).

Citoyen·nes et organisations, plus que jamais déterminés à promouvoir un autre modèle agricole et alimentaire, plus écologique et respectueux du vivant et plus juste socialement pour les paysan·nes et le reste de la population :

- **Soyons nombreux·ses dans de nombreuses villes le samedi 30 mai 2026 !**
- **Renforçons la pression sur les acteurs qui hypothèquent notre futur et montrons qu'une autre voie est possible !**

Pour signer cet appel, organiser une mobilisation ou devenir bénévole un :

<https://linktr.ee/journee.contre.l.agrochimie>

Liste des organisations soutiens de la Journée contre l'agrochimie et vers un autre modèle agroalimentaire en 2024 et en 2025

Organisations internationales : Agroecology Europe, BeeLife

Organisations nationales : Alternatiba, AMLP Alerte des Médecins sur les Pesticides, Alofa Tuvalu, Amis de la Terre France, ANV-COP21, ASEF Association d'Amitié Franco-Vietnamienne, Association Santé Environnement France, ATTAC, Avenir Santé Environnement, Bio Consom'acteurs, BLOOM, Blutopia, CCFD Terre Solidaire, Cnafal Conseil national des associations familiales laïques, Collectif des ouvriers agricoles et de leurs ayant droits empoisonnés par les pesticides, Collectif Vietnam-Dioxine, Combat Monsanto, Commerce équitable France, XR Extinction Rebellion France, FaAOD Fonds d'alerte contre l'Agent Orange/Dioxine, FAIRe un monde équitable, FNAB Fédération Nationale d'Agriculture Biologique, FNE France Nature Environnement, foodwatch France, Fridays For Future France, FSU Fédération Syndicale Unitaire, Générations Futures, Greenpeace France, Groupe Uni-Terre, LMF La Mutuelle Familiale, Ligue des Droits de l'Homme, Maison commune de la décroissance, Makesense, Miramap, MABD Mouvement de l'Agriculture Bio-Dynamique, Mouvement utopia, Noé, Notre Affaire à Tous, On est prêt, Planet Earth Now, Pollinis, React Transnational, Réseau éco-syndicaliste, Riposte Alimentaire, Scientifiques en rébellion, Secrets Toxiques, SNETAP-FSU, SOL – Alternatives Agroécologiques et Solidaires, SOS MCS, Terre d'Abeilles, Terre & Humanisme, Union étudiante, UNAF Union Nationale de l'Apiculture Française, Unis pour le climat et la biodiversité, VRAC Vers un Réseau d'Achat en Commun, Welfarm.

Organisations régionales : FRAB NA Fédération Régionale d'Agriculture Biologique de Nouvelle-Aquitaine, InPACT Nouvelle-Aquitaine, SERA Santé Environnement Auvergne Rhône-Alpes, Ami·e·s de la Confédération Paysanne Île-de-France, Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest.

Organisations locales (par département) : Vie Pays Environnement (02), Nature et Progrès Ardèche (07), Les AMAP de Provence, Les Paniers Marseillais, Stop Monsanto - Marseille (13), Les Ami·e·s de la Confédération paysanne Côte-d'Or (21), Les Ami·e·s de la Confédération paysanne 22, collectif Assemblées Plérier Citoyenne, Halte Aux Marées Vertes, Youth For Climate St-Brieuc (22), CAP PL Centre d'activités Pédagogiques Périgord Limousin [Écocentre du Périgord] (24), Arborescence 26, Coopérative citoyenne saillansonne (26), Pesticides en question 28 (28), Grains de Pollen, Terres Engagées (31), Alerte Pesticides Haute-Gironde (33), APSH, CCFD-Terre Solidaire Hérault (34) La Nature en Ville (35), Oasis Cravantaise (37), Soulèvements de la Terre Saint-Nazaire estuaire (44), Les Soulèvements de la Terre 66 (66), Rhénamap (68), UMR CNRS IP2I (69), Les Soulèvements de la Terre - Chalon-sur-Saône (71), Éditions du Faubourg, FSU 75 (75), Agrobio Deux-Sèvres (79), PAMÉA Projet Autour du Mieux Être Animal, Vaurais nature environnement (81), FSU 85, GAB 85 Groupement d'Agriculture Bio de Vendée (85), Assemblée populaire d'Auxerre, Extinction Rebellion Auxerre, Le Fier lieu du Tonnerrois (89), Festival Atmosphères (92)

Fermes, personnes morales agricoles : Claire L'Happycultrice (24), Domaine de la Roque Bio à Tornac (30), La Ferme du Bois des Anses (44), Artisan du Miel, La Ferme de Truttenhausen (67)

Réseaux

Réseau des coquelicots : Nous voulons des Coquelicots Mouans-Sartoux (06), Coquelicots de Caen (14), Coquelicots du Pays de Rennes (35), Coquelicots de Paris (75), Coquelicots du Vaurais (81), Nous voulons des coquelicots - Grand Châtelleraut (86)

Relais locaux de Générations Futures : Avignon / Gard Rhodanien (30), Toulouse (31), Metz (54), Pau (64), Lyon (69)

Soutiens politiques et professionnels

Organisations

Organisations politiques nationales : CAP21, Écologie au centre, Ensemble !, Génération Écologie, Les Écologistes - Europe Écologie Les Verts, La France Insoumise, Mouvement des progressistes, Nouveau Parti Anticapitaliste, Nouvelle Donne, PEPS Pour une Écologie Populaire et Sociale, REV Révolution écologique pour le vivant.

Organisations politiques régionales : LÉ-EELV 85, Génération Écologie Aisne (02), Aude (11) / Montpellier Métropole (34) / Pyrénées-Atlantiques (64) / Rhône (69) / Bretagne, SEPT - Solidarité Ecologiste Populaire pour notre Terre (974)

Organisations professionnelles : coopérative Joyons (SCIC, Paris, 75), Les Communs (La Terrasse, 38), agence Broster (SAS, Colombes, 92)